



SOMMAIRE

Page

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172, A/C.2/L.194 et A/C.2/L.194/Rev.1) [suite] 343

Président: M. Jiři NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172, A/C.2/L.194 et A/C.2/L.194/Rev.1) [suite]

[Point 11 *]

1. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare que sa délégation ne peut laisser passer sans observations l'analyse dénuée de toute objectivité que le représentant de la Pologne a faite de la situation économique mondiale. S'appuyant sur des renseignements statistiques puisés dans le *Bulletin économique pour l'Europe* et à d'autres sources, le représentant de la Pologne a déclaré que les pays de l'Europe occidentale traversent une crise économique grave du fait des préparatifs de guerre qu'ils ont entrepris à l'instigation des Etats-Unis d'Amérique (241^{ème} séance).

2. Avant d'aborder l'aspect économique de cette thèse, Sir Clifford rappelle d'abord que, depuis la guerre, les Etats-Unis d'Amérique contribuent avec la plus grande générosité au relèvement du Royaume-Uni et des autres pays qui se sont trouvés dans une situation précaire à l'issue de la lutte menée en commun contre le nazisme et le fascisme. Les Etats-Unis ont assumé la direction des efforts entrepris en vue d'encourager la coopération entre les nations et de favoriser la compréhension mutuelle. D'innombrables déclarations publiques des dirigeants américains attestent que rien ne servirait mieux les intérêts des Etats-Unis que le renforcement de la puissance économique et politique des pays qui sont réellement démocratiques, libres et indépendants. La délégation du Royaume-Uni repousse avec indignation toute assertion tendant à faire croire que les Etats-Unis cherchent délibérément à affaiblir le Royaume-Uni ou d'autres pays européens.

3. Cette discussion aurait pu paraître académique si les incidents que l'on sait ne s'étaient produits en Corée. A cette occasion, l'Organisation des Nations Unies a su juger à leur valeur la fermeté et l'esprit d'initiative des Etats-Unis d'Amérique et elle a réagi avec vigueur contre une agression honteuse. Le Royaume-Uni s'enorgueillit, pour sa part, de participer à la lutte commune

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

dont l'objectif est de sauvegarder la paix du monde en prouvant que l'agression ne mène à rien.

4. Sur le terrain économique, le représentant de la Pologne a cherché, sans grande subtilité, à semer la discorde entre les Etats-Unis et leurs amis. Sir Clifford reconnaît volontiers que le réarmement impose un lourd fardeau aux nations et que celles-ci seraient beaucoup plus heureuses si elles n'avaient pas besoin de réarmer. Cependant, il est évident que cet effort inquiète vivement le représentant de la Pologne qui semble en avoir pris bonne note. Sir Clifford s'en réjouit et déclare qu'il ne peut qu'abonder dans le sens du représentant de la Pologne si celui-ci a voulu démontrer que les pays occidentaux sont prêts à subir toutes les privations si leurs sacrifices doivent assurer le règne de la démocratie dans le monde.

5. Passant à la situation économique du Royaume-Uni, Sir Clifford souligne que les études les plus récentes montrent clairement que le Royaume-Uni a enfin réussi à enrayer les tendances défavorables. Il rappelle que, dans le communiqué qu'elle a publié le 11 décembre dernier, à l'issue de ses travaux, la Conférence économique du Commonwealth a pris acte avec satisfaction du fait que la balance des paiements de la zone sterling serait équilibrée au cours du deuxième semestre de 1952. Les efforts que le Royaume-Uni déploie en vue de son relèvement ne l'empêchent pas d'aider au développement des pays moins industrialisés que lui. Le Royaume-Uni accroît constamment le volume de ses exportations de biens d'équipement et le nombre des techniciens qu'il envoie à l'étranger; d'autre part, depuis la guerre, il a prêté à d'autres pays une assistance financière considérable.

6. Le représentant de la Pologne a insisté sur la baisse enregistrée dans la production de biens de consommation et, notamment, de l'industrie textile. En fait, cette baisse a été compensée au cours de ces derniers mois par un accroissement marqué de la production de l'industrie sidérurgique dont les fabrications répondent davantage aux besoins immédiats des pays en voie de développement. Sir Clifford affirme que son Gouvernement s'efforce, parallèlement, d'affermir la situation économique du Royaume-Uni et de parfaire ses préparatifs de défense nationale.

7. Pour terminer, Sir Clifford rappelle qu'à propos du point 25 de l'ordre du jour, la Commission a discuté des grands problèmes économiques qui se posent aujourd'hui au monde, notamment des effets des fluctuations des prix des matières premières sur les balances des paiements, de la pénurie de dollars, etc. Ces difficultés ne doivent cependant pas faire oublier les progrès constants qui sont réalisés dans le domaine de la production et de la productivité. Sans doute, c'est pour l'alimentation et l'agriculture que la situation est la moins satisfaisante; l'écart que l'on constate entre le rythme de l'accroissement démographique et celui de l'augmentation de la production alimentaire pose, en vérité, un problème très grave, dont la solution présente une importance capitale, non seulement pour les pays en voie de développement, mais aussi pour les pays qui, comme le Royaume-Uni, importent une grande partie des denrées alimentaires dont ils ont besoin. La délégation du Royaume-Uni approuve donc l'initiative que l'Equateur a prise en déposant un projet de résolution relatif à l'augmentation de la production de denrées alimentaires (A/C.2./L.194) et elle se propose de voter pour ce projet.

8. M. ELAHI (Pakistan) rappelle qu'à sa sixième session, l'Assemblée générale a étudié attentivement la situation alimentaire mondiale et adopté la résolution 525 (VI) relative à l'alimentation et la famine et la résolution 522 (VI) concernant les méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde. De même, le Conseil économique et social et la FAO ont examiné des questions qui ont un rapport direct avec la production mondiale de denrées alimentaires. A la présente session, l'Assemblée générale a donc, à juste titre, repris l'étude d'un problème fort important pour de nombreux pays où l'augmentation de la production de denrées alimentaires est insuffisante par rapport à l'accroissement de la population. Le représentant du Pakistan approuve le projet de résolution de l'Equateur qui met l'accent sur la nécessité d'entreprendre une action coordonnée. Il propose toutefois de mettre au pluriel les mots "son rapport annuel" dans le second paragraphe du dispositif, afin que le Conseil économique et social puisse, chaque année, faire rapport à l'Assemblée générale sur la situation alimentaire mondiale.

9. Sans vouloir insister sur la nécessité d'accroître la production mondiale de denrées alimentaires, le représentant du Pakistan tient à souligner qu'on ne saurait prétendre que la mise en œuvre de programmes de développement économique dans les pays insuffisamment développés est la cause de la diminution de la production agricole dans bon nombre de ces pays. Ainsi, les pays de l'Asie du Sud-Est qui participent au plan de Colombo ont mis l'accent sur le développement de l'agriculture et sur l'augmentation de la production de denrées alimentaires. Les dépenses afférentes à la production industrielle contribuent, dans bien des cas, à l'exécution de programmes destinés, en dernier ressort, à accroître la production agricole. Les projets hydro électriques, par exemple, permettent non seulement de fournir de l'énergie aux villes et aux campagnes, mais aussi de mettre en valeur d'importantes superficies actuellement en friche et d'assurer régulièrement l'approvisionnement en eau indispensable à une économie agricole stable.

10. L'exécution de ces programmes améliorera considérablement la situation alimentaire de nombreux pays

qui n'auront plus besoin d'importer en aussi grandes quantités des denrées alimentaires; certains d'entre eux pourront même exporter des excédents. Toutefois, il faut reconnaître que la production agricole est toujours sujette à de violentes fluctuations et que, pour remédier aux difficultés les plus graves, il est nécessaire d'entreprendre une action sur le plan international.

11. Le Gouvernement du Pakistan a donné la priorité absolue à l'accroissement de la production agricole, et, avec l'aide de la FAO, il prend de nombreuses mesures en vue de faciliter le développement de l'agriculture. Malheureusement, la sécheresse qui a sévi dans le Pakistan occidental a provoqué une pénurie de blé; le Pakistan a dû affecter à l'achat de blé étranger des devises qui auraient été fort utiles pour l'exécution des programmes de développement.

12. Le représentant du Pakistan estime donc que les problèmes soulevés par l'augmentation de la production de denrées alimentaires devraient constamment retenir l'attention de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; dans ce domaine la coordination revêt une importance primordiale.

13. Pour ce qui est des questions mentionnées au chapitre II du rapport du Conseil économique et social, le représentant du Pakistan rappelle les déclarations qu'il a prononcées au cours de la discussion générale (203ème séance) et de l'étude des différents projets de résolution dont la Commission a été saisie. Il tient à souligner que, comme l'a fait ressortir l'examen du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2./L.162/Rev.2), les pays producteurs de matières premières sont préoccupés par l'avenir de leur commerce d'exportation, les prix des produits primaires, le rapport des échanges et les possibilités qu'ils ont de mettre en œuvre leurs plans de développement, aussi modestes soient-ils. La Commission a, sur ce sujet, adopté un projet de résolution, mais le représentant du Pakistan craint que le problème ne soit pas résolu pour autant, et il espère que, dans un esprit de compréhension, les pays développés tiendront compte des inquiétudes des pays fournisseurs de produits de base. Ainsi les relations commerciales entre les pays insuffisamment développés et les pays industriels pourraient-elles s'améliorer considérablement.

14. Présentant une motion d'ordre, M. GINOSSAR (Israël) propose à la Commission de passer au vote sur le projet de résolution de l'Equateur (A/C.2./L.194) sans attendre la fin de la discussion générale sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

A l'issue d'un bref échange de vues, il en est ainsi décidé.

15. M. ROGERS (Australie) dit que le projet de résolution de l'Equateur est acceptable pour sa délégation. Il propose cependant de remplacer les mots "de tous les organismes internationaux" par les mots "de la FAO et de tous autres organismes internationaux", dans l'alinéa a du quatrième paragraphe du préambule. Toutes les institutions spécialisées et organisations internationales ont certes un rôle à jouer en la matière, mais il importe, de l'avis de M. Rogers, de mettre plus particulièrement en relief les possibilités d'action de la FAO. M. Rogers espère en conséquence que le représentant de l'Equateur ne verra pas d'inconvénient à modifier ainsi son projet.

16. M. TOUS (Equateur) exprime la satisfaction que lui vaut l'appui donné à son projet de résolution par les représentants du Royaume-Uni et du Pakistan. Il reconnaît que le domaine de l'amélioration de la production alimentaire n'est étranger à aucune des organisations internationales existantes. La production alimentaire pose de nombreux problèmes connexes de main-d'œuvre, de financement, d'amélioration de l'hygiène publique, que l'OIT, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou l'OMS peuvent aider à résoudre. Mais le rôle principal revient à la FAO qui est intéressée au premier chef à la solution du problème de la production alimentaire.

17. M. Tous accepte donc sans réserve l'amendement oral du représentant de l'Australie. Il annonce également qu'il a remanié son projet en tenant compte des débats qu'il a suscités et présente le nouveau texte sous la cote A/C.2/L.194/Rev.1.

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit l'intérêt que sa délégation porte au problème de l'accroissement de la production alimentaire. Il est en effet indispensable d'accroître les ressources en denrées alimentaires pour assurer des conditions de vie acceptables aux populations du monde. La délégation de l'URSS est toujours prête à approuver des mesures pratiques à cette fin. Toutefois, M. Arkadyev ne partage pas les avis exprimés au cours de la discussion par les représentants de l'Inde et de l'Indonésie, qui ont présenté des thèses apparentées au néo-malthusianisme et qui voient dans l'excès de population la cause de la pénurie alimentaire. La cause véritable est l'existence même des conceptions capitalistes en matière économique, et le remède réside dans des mesures concrètes telles que la réforme agraire et l'application à la production agricole de techniques modernes qui ont fait leurs preuves dans les pays d'économie socialiste. La délégation de l'URSS ne sera donc en mesure d'appuyer ni le deuxième paragraphe du préambule, ni le premier paragraphe du dispositif du projet révisé de l'Equateur (A/C.2/L.194/Rev.1).

19. M. TOUS (Equateur) regrette que le représentant de l'URSS estime devoir interpréter le deuxième paragraphe du préambule de son projet de résolution révisé comme un argument en faveur des thèses néo-malthusiennes. Il ne s'agit nullement de justifier un système économique déterminé, mais de constater un fait. Le problème de l'insuffisance de la production alimentaire se pose dans toutes les régions du monde; si les pays d'économie socialiste y échappent, M. Tous s'en félicite. Le représentant de l'URSS obéit évidemment au désir légitime d'expliquer son vote, mais M. Tous ne croit pas qu'il ait donné à ce propos une interprétation correcte du deuxième paragraphe du préambule du projet de résolution.

20. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond au représentant de l'Equateur que sa délégation n'a nullement l'intention de rejeter le projet de résolution révisé dans son ensemble ni d'en minimiser l'importance.

21. Il estime que le texte de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule peut donner lieu à une interprétation erronée. Il croit que le représentant de l'Equateur a perdu de vue le but initial de son projet de résolution qui était de remédier à la pénurie alimen-

taire dont souffrent précisément les pays insuffisamment développés. Il serait dangereux à son avis d'adopter à la hâte une formule ambiguë. En effet, les pays producteurs de denrées alimentaires comprennent non seulement des pays insuffisamment développés, mais aussi des pays industrialisés, dont il n'est pas nécessaire de favoriser le développement économique.

22. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) et M. BIRECKI (Pologne) s'associent aux déclarations du représentant de l'URRS. Ils estiment que la thèse de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est fâcheusement ambiguë.

23. M. TOUS (Equateur) déclare que le but des dispositions de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est de venir en aide aux pays qui sont le plus touchés par les effets de la pénurie alimentaire, indépendamment de l'avancement du développement économique. Il propose en conséquence de remplacer les mots "notamment dans les pays visés à l'alinéa *a* ci-dessus" par les mots "notamment dans les pays les plus directement menacés par les pénuries d'aliments".

24. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'intention du représentant de l'Equateur ne ressort pas de ce texte, qui lui paraît trop vague. L'addition que propose le représentant de l'Equateur ne change en rien le fait que l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule vise, dans sa forme actuelle, à encourager les pays producteurs de denrées alimentaires qui ne sont pas forcément des pays insuffisamment développés.

25. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuie cette observation. Il fait remarquer que ce sont surtout les pays avancés dans la voie du développement économique qui produisent les denrées alimentaires, et que les pays insuffisamment développés ne sont en général que des pays de monoculture qui peuvent être touchés par la pénurie alimentaire.

26. M. UMARI (Irak) et M. BURR (Chili) estiment que l'on pourrait peut-être résoudre la difficulté en supprimant, à la fin de l'alinéa *b*, les mots "notamment dans les pays visés à l'alinéa *a* ci-dessus".

27. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), n'étant pas entièrement satisfait par cette proposition, M. GINÖSSAR (Israël) suggère de remplacer les mots "pays producteurs" par les mots "pays producteurs insuffisamment développés", dans l'alinéa *b* en question.

28. M. GARCIA (Philippines) pense qu'il suffirait de remplacer les mots "pays producteurs" par les mots "pays insuffisamment développés".

29. M. DOMINGUEZ (Cuba) fait observer que, si le texte de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est modifié conformément à la dernière proposition du représentant de l'Equateur, on y trouvera une fâcheuse répétition des mots "pénurie d'aliments". A son avis, il suffirait de dire simplement "notamment dans les pays les plus directement menacés".

30. M. TOUS (Equateur) accepte les suggestions que viennent de formuler le représentant des Philippines et le représentant de Cuba.

31. M. WEINTRAUB (Secrétariat) donne lecture de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule dans sa forme définitive:

“Qu’il est nécessaire d’arrêter des mesures utiles pour augmenter le total de la production de denrées alimentaires afin d’encourager le développement économique des pays insuffisamment développés et de remédier aux souffrances que causent les pénuries d’aliments, notamment dans les pays les plus directement menacés.”

32. Il donne également lecture du texte de l’alinéa a du quatrième paragraphe du préambule modifié par l’amendement oral du représentant de l’Australie:

“Que lesdites mesures exigent une action internationale efficace, coordonnée et commune de la FAO et de tous autres organismes internationaux qui pourraient être à même d’aider à augmenter la production agricole, en particulier la production de denrées alimentaires.”

33. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) propose d’ajouter à la fin du premier paragraphe du dispositif le membre de phrase suivant: “singulièrement pour les populations des pays les plus directement menacés par les pénuries d’aliments”. Ce paragraphe se trouvera ainsi en parfaite harmonie avec les considérations qui figurent au troisième paragraphe du préambule.

34. M. TOUS (Equateur) accepte cette modification et déclare qu’il approuve également la substitution des mots “dans son rapport annuel” par les mots “dans ses rapports annuels” au second paragraphe du dispositif suggérée par le représentant du Pakistan.

35. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à passer au vote sur le projet de résolution de l’Equateur (A/C.2/L.194/Rev.1), tel qu’il vient d’être amendé.

36. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande le vote par division.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, le premier paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre 5, sans abstention, le deuxième paragraphe est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, l’alinéa a, du troisième paragraphe est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, l’alinéa b, amendé du troisième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’alinéa a amendé du quatrième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’alinéa b du quatrième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le premier paragraphe amendé du dispositif est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, le second paragraphe amendé du dispositif est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’ensemble du projet de résolution amendé est adopté.

La séance est levée à 13 heures.